



MEDITERRANEAN CITY-TO-CITY MIGRATION

PROFIL MIGRATOIRE DE VILLE

MADRID

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Ce document est une synthèse du Profil migratoire de la Métropole de Madrid et du Document de priorités rédigés dans le cadre du projet Migration Ville-à-Ville en Méditerranée qui vise à contribuer à l'amélioration de la gouvernance migratoire au niveau municipal, à travers un réseau de villes en Europe et dans le sud de la région méditerranéenne.

Plus d'informations sont accessibles en ligne: www.icmpd.org/MC2CM.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE (2017)	
Contexte politique et administratif	Madrid est la capitale du Royaume d'Espagne et de la région de Madrid. Elle est composée de 21 districts répartis en 129 quartiers. Elle est gérée par le Maire de Madrid qui dirige le gouvernement de la ville de Madrid avec le soutien de conseillers municipaux
Population	3 207 846
Part de la population métropolitaine dans la population nationale	6,8%
Résidents étrangers	405 233
Part des étrangers dans la population métropolitaine	12,7%

CONTEXTE MIGRATOIRE

La ville de Madrid comptait 405 233 résidents étrangers au 1er juillet 2017, représentant à peine 13% de la population métropolitaine. Au sein de la population madrilène, 20,5% sont nés à l'étranger (657 432).


L'immigration vers la ville de Madrid a baissé de manière significative au cours des six dernières années. Entre 2011 et 2016, le nombre d'étrangers a baissé de près de 30%. Cette baisse du solde migratoire vient du fait que les migrants retournent dans leur pays d'origine ou se déplacent vers d'autres pays (principalement au sein de l'Union Européenne) en grande partie à cause de la crise économique. De plus, une partie des étrangers a été naturalisée et n'est plus comptabilisée comme étrangers dans les statistiques municipales.

Entre 2000 et 2010, les mouvements d'immigration les plus importantes venaient d'Amérique latine (Équateur, Colombie, Pérou, République Dominicaine, Bolivie et Paraguay) et de plus en plus de Roumanie, du Maroc et de la Chine. Après 2012 l'immigration d'Amérique latine a commencé à diminuer de manière significative. L'afflux d'immigrants Roumains et Marocains a également baissé. L'immigration depuis la Chine est une exception et est en hausse constante depuis les 5 dernières années.

Les demandeurs d'asile et bénéficiaires de la protection internationale totalisent une faible part de la population étrangère. En 2015, à peine 3 000 personnes avaient fait une demande d'asile dans la région de Madrid. De plus, le nombre de points d'accueil pour réfugiés dans la région de Madrid est de 772 et beaucoup d'entre eux se trouvent dans la ville de Madrid même.

SITUATION DE L'IMMIGRATION

Selon les chiffres de 2017, les principaux pays d'origine de la population étrangère à Madrid sont la Roumanie (11,4%), la Chine (9%), l'Équateur (6%), le Maroc (5,3%), la République Dominicaine (4,3%), la Colombie (4,8%), le Paraguay (4,4%), la Bolivie (3,8%), l'Italie (4,2%), le Pérou (3,9%), les Philippines (3%) et le Venezuela (2,9%). Parmi ces pays, ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes représentent la plus grande part de migrants avec 41%. Ils sont suivis par ceux de l'Union Européenne (16%) et l'Asie et l'Australasie (15%).



La proportion de femmes dans la population migrante est en moyenne de 15% plus élevée. La féminisation de la migration s'opère en partie du fait de l'intégration des femmes espagnoles au marché du travail et du besoin croissant de travailleurs domestiques. L'équilibre des genres varie en fonction des différentes régions d'origine des migrants. La représentation féminine à travers la population migrante est plus élevée parmi les personnes d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Union Européenne élargie et de l'OCDE (respectivement 30%, 24% et 27% plus de migrantes que de migrants hommes issus de ces régions). En revanche, la part d'hommes est plus importante parmi les migrants d'Afrique (72,9%), de l'UE-15 (89%), de l'Asie et de l'Australasie (99,6%).

POLITIQUE MIGRATOIRE LOCALE


La migration est la responsabilité du département dédié à l'équité, aux droits sociaux et à l'emploi du gouvernement local du conseil municipal de Madrid.

Madrid a choisi une approche interculturelle de l'intégration avec des modèles alternatifs tels que le multiculturalisme ou la pro-assimilation. Le but est d'obtenir pour les étrangers la même situation que les autres citoyens en termes d'accès aux ressources, d'exercice de leurs droits et de respect des obligations existantes.

Il suffit pour les étrangers n'appartenant pas à l'UE de s'inscrire auprès de la municipalité pour accéder à ces services.

L'approche municipale repose sur trois principes clés:

- **Accès universel** aux services tels que les soins de santé ou l'éducation
- **Intégration active des migrants** non seulement au travers de structures d'accueil mais aussi par le biais d'adoption de mesures garantissant la compétence linguistique, l'information, l'intégration sur le marché du travail, l'assistance juridique et l'accès aux services publics
- **Cohabitation interculturelle** avec des mécanismes dédiés à la participation citoyenne. Les tables rondes des districts et le Forum de Madrid sur le dialogue et la coexistence ont été mis en place dans cet esprit.



Créé en 2007, le Forum de Madrid sur le dialogue et la coexistence se compose de 68 membres représentant les associations de migrants, les organismes de soutien et autres organisations sociales travaillant dans la ville de Madrid. La session plénière qui est l'organe décisionnaire principal du Forum se retrouve au moins une fois par trimestre.

Madrid a également pris des mesures facilitant la participation sociale et combattant le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance. À cet égard, l'Organisme anti-discrimination et le Groupe d'assistance juridique contre le racisme ont été lancés en 2008. Le Service de conseils juridiques sur les questions d'immigration et les cas de racisme, de xénophobie, d'homophobie et de transphobie fournit, à quiconque est inscrit comme résident à Madrid, une assistance gratuite pour les cas de racisme et de xénophobie et pour les poursuites pénales en lien avec le racisme.

Dans le cadre du projet MC2CM, la consultation du groupe de parties prenantes qui s'est tenue septembre 2017 pendant le Forum de Madrid sur le dialogue et la coexistence, comprenant des entretiens et un groupe de réflexion, a identifié les priorités suivantes pour l'amélioration de la gouvernance migratoire dans la ville:

1. **Protection de la population de migrants contre la discrimination et l'exclusion**
2. **Accès des réfugiés à des conditions de vie adéquates**
3. **Gestion de la diversité**
4. **Promotion de la citoyenneté interculturelle**

Autorités locales ayant compétence dans la gouvernance migratoire locale

Ministères	Haut conseil pour la politique migratoire	Un organe collégial présidé par le chef du Secrétariat d'État pour la migration du Ministère du travail et de la sécurité sociale. Il est composé de représentants désignés dans les départements ministériels, les Communautés autonomes (régions) et la Fédération espagnole des municipalités et provinces. Il est responsable de la coordination des actions des administrations publiques qui sont compétentes en matière d'intégration de migrants.
Interrégional	Fédération espagnole des municipalités et provinces (Federación Española de Municipios y Provincias, FEMP)	Partenariat au niveau étatique des organes locaux regroupant les conseils des villes, provinces et îles. Un total de 7 324 partenaires représentant ensemble plus de 90% des gouvernements locaux espagnols. Leurs tâches principales sont de représenter et défendre les intérêts généraux des entités locales
	Conférence sectorielle sur l'immigration	Une plateforme qui promeut et facilite la coopération et le dialogue entre le gouvernement central et les autorités régionales et locales pour une politique cohérente. Met en place les critères de base et critères communs en matière de politiques sociales et d'intégration à développer pour les communautés migrantes
Région de Madrid	Observatoire de l'immigration	Rassemble les études et publications principales concernant l'évolution de l'immigration dans la région de Madrid. Élabore des études et enquêtes d'opinion sur le processus d'intégration des étrangers dans la région

Ville de Madrid (entités du département de l'équité, des droits sociaux et de l'emploi)	Agence indépendante pour l'emploi (Agencia para el Empleo)	L'Agence pour l'emploi de Madrid a pour but de gérer les politiques municipales de l'emploi, y compris l'orientation et la formation des travailleurs et des chômeurs et la promotion d'emplois stables et de qualité pour tous
	Entreprise municipale du logement et du territoire de Madrid (Empresa Municipal de Vivienda y Suelo de Madrid, EMVS)	Une entreprise publique financée par le gouvernement municipal qui développe la politique du logement de la Ville de Madrid. Depuis sa création il y a 30 ans elle a fourni aux résidents un accès à un logement adéquat décent, régulièrement adaptés aux nouvelles demandes
	Société mixte Mercado Central de Abastos de Madrid, S.A. (MERCAMADRID)	Une plateforme de distribution, marketing, traitement et logistique pour les produits frais dans la région de Madrid

Organisations non gouvernementales actives localement dans le secteur de la migration et de l'intégration

Association du barreau de Madrid (Ilustre Colegio de Abogados de Madrid)	Depuis 2008, elle offre un service spécifique pour les migrants par l'intermédiaire du Service d'assistance juridique (SOGEM) financé par la municipalité
Croix-rouge espagnole (Asamblea de Madrid de Cruz Roja Española)	Institution humanitaire d'intérêt public basée sur le volontariat. A mené des programmes dans le domaine de l'accueil et de l'intégration pour les réfugiés ainsi que de l'aide humanitaire
Les filles de la charité de Saint Vincent de Paul, Province de Sainte Louise de Marillac	ONG catholique offrant ses services aux nécessiteux

Les mercédaïres, Province de Castille, communauté de Madrid	ONG catholique spécialisée dans les interventions pour les migrants et mineurs
Commission espagnole d'aide aux réfugiés	ONG d'aide aux réfugiés
Commission catholique espagnole de l'immigration	ONG spécialisée dans l'intervention auprès de groupes vulnérables tels que les migrants, les réfugiés et les personnes menacées d'exclusion sociale
La Rueca, association culturelle et sociale	A pour but d'améliorer la qualité de vie des populations les plus vulnérables. Le travail de l'association se concentre sur une intervention éducative, promouvant la jeunesse comme agent du changement social et les compétences professionnelles et leur développement

CADRE INSTITUTIONNEL

Coordination et coopération au niveau municipal

Madrid veut permettre une action coordonnée des différentes entités opérant au niveau municipal.

Le Plan stratégique de subvention 2016 – 2018 établit un cadre de travail pour la coopération entre le Conseil de la Ville de Madrid et un nombre d'organisations non-gouvernementales ainsi que l'association du barreau de Madrid. Le Bureau municipal d'information et de conseil pour l'intégration des migrants (Oficina Municipal de Información y Orientación para la Integración de Población Inmigrante) fournit des informations complètes sur l'inscription, la carte de santé, la résidence, le rassemblement familial, la régularisation ainsi que l'éducation, la nationalité et la reconnaissance des qualifications.

Coordination et coopération avec les niveaux régionaux et nationaux

Six ministères sont engagés dans la coordination des politiques et actions migratoires nationales. Le Haut conseil de la politique migratoire coordonne les actions des corps publics dans le domaine de l'intégration des migrants. Ce conseil est un organe collégial présidé par le chef du Secrétariat d'État pour la migration du Ministère du travail et de la sécurité sociale et est composé de représentants désignés dans les départements ministériels, les Communautés autonomes et la Fédération espagnole des municipalités et provinces.

La coopération pour la gouvernance de la migration entre les échelons régionaux et municipaux à Madrid est particulièrement active. Récemment, la Ville de Madrid a travaillé avec les gouvernements nationaux et régionaux pour définir des interventions spécifiques pour améliorer les conditions de vie de la population de Cañada Real Galiana où 7 283 personnes vivent dans un total de 2 537 bâtiments.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le Conseil de la Ville de Madrid est engagé dans plusieurs réseaux, partenariats et initiatives internationaux. En ce qui a trait à l'intégration des migrants on compte CGLU, le Réseau des observatoires pour le développement participatif, l'Association internationale pour l'éducation interculturelle, le Réseau des villes européennes, Xarxa FP, la Coalition internationale des villes contre le racisme, Eurocities et le Réseau mondial des villes amies des personnes âgées.

PERCEPTION PUBLIQUE DE LA MIGRATION ET DE L'INTÉGRATION

Dans la dernière Étude de la coexistence menée par le conseil local de Madrid en 2009, la perception publique de la migration s'avérait plutôt positive, surtout en comparaison avec les autres pays méditerranéens. Depuis, l'Étude de 2015 sur la coexistence sociale et interculturelle dans les territoires à haute diversité révèle qu'il y a une acceptation générale de la population migrante et une grande part des citoyens déclare ne pas avoir de méfiance à l'égard des minorités ethniques ou religieuses. Cependant, une vision plus nuancée suggère l'apparition d'un concept de citoyenneté de première et de seconde classe. L'attitude plutôt positive au sein de la population espagnole envers la migration a été consolidée par plus de recherches.

JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME ET ACCÈS AUX SERVICES PAR LES MIGRANTS

	Éducation et formation professionnelle	Emploi et entrepreneuriat	Affaires sociales	Protection contre la discrimination	Logement	Participation politique et inclusion aux processus décisionnels locaux
Compétence	Partielle	Partielle	Partielle	Partielle	Partielle	Partielle
Instrument de mise en œuvre	Services d'enseignement et de formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Agence pour l'emploi Madrid Bureau du commerce et de l'entrepreneuriat Centre d'attention pour l'entrepreneur 	Les bureaux municipaux d'information et d'orientation pour l'intégration des immigrants sont des points d'information promouvant l'intégration sociale des migrants à Madrid sur la base d'une coexistence sociale et interculturelle. Ils sont directement gérés par <i>l'association la Rueca</i> au sein des conseils de districts	<ul style="list-style-type: none"> Bureau municipal d'information et d'orientation pour l'intégration des immigrants Service municipal d'orientation juridique sur les questions d'immigration et les cas de racisme, de xénophobie, d'homophobie et de transphobie 	Société municipale pour l'hébergement et l'utilisation des sols	Le Forum de Madrid pour le dialogue et la coexistence est un conseil électoral de l'immigration, rattaché à la division des services familiaux et sociaux
Politiques et projets concernant l'intégration des migrants	<ul style="list-style-type: none"> Le programme municipal de soutien socio-éducatif et d'emploi des adolescents (ASPA) met en place des activités (éducation, formation, orientation, prévention de la violence et soutien à l'emploi) face aux déficits personnels, familiaux et sociaux des jeunes à risque Le Service municipal de traduction de textes et d'interprétariat téléphonique facilite la traduction et l'interprétariat dans neuf langues étrangères Le Centre communautaire social Casino de la Reina offre un apprentissage basique de la langue et culture espagnole via son projet Algarabía La Résidence San Ildefonso, internat accueillant 75 mineurs à problèmes, compte de nombreux enfants immigrés 	<ul style="list-style-type: none"> Le Service pour l'orientation et l'insertion professionnelle des immigrants agit comme médiateur entre chômeurs et entreprises au travers de des conseils personnalisés, des formations, et groupes de travail. Un permis de travail et de résidence valides sont nécessaires pour accéder à ces services Les migrants entrepreneurs ont accès aux informations concernant la création d'entreprise et/ou au Bureau du commerce et de l'entrepreneuriat ainsi qu'au Centre pour les entrepreneurs Programme d'intervention socio-professionnel avec les familles à haut risque qui, à soutien des activités d'inclusion professionnelle et sociale 	<ul style="list-style-type: none"> Le service Madrid libre d'exclusion sanitaire où les immigrants en situation irrégulière ont accès aux informations détaillées sur la manière de et l'endroit où accéder à un service médical complet via ce qui est appelé Résident étranger non-assuré ainsi qu'un code d'identification pour le patient Le programme municipal d'attention aux sans-abri et, surtout, la campagne municipale contre le froid dont le but est de renforcer les services sociaux et de santé pendant les mois d'hiver pour les sans-abris vivant dans la ville Les Services sociaux municipaux, en particulier le Service de santé social Samur 	<ul style="list-style-type: none"> L'Unité de gestion de la diversité de Madrid, au sein de la Police municipale, surveille incidents et crimes de haine et prend en charge les victimes Le Service de coexistence interculturelle dans les Barrios, entité municipale gérée par l'association La Rueca, travaille à la médiation et résolution de conflit Un service d'information et de conseil juridique, fourni par le Service de conseil pour les victimes de crimes haineux Le groupe d'assistance juridique contre le racisme et la xénophobie Des programmes de soutien et de suivi juridique tels que le bulletin trimestriel d'information «Égalité, diversité et non-discrimination» de l'ONG Accem ou l'Observatoire des crimes de haine contre les sans-abri (Hatento) par la Fondation Rais 	<ul style="list-style-type: none"> Le service intermédiaire d'emprunt pour les personnes seules et les familles ayant des difficultés avec le paiement de leur hypothèque et étant menacées de perdre leur résidence. Ceci est complété par les Services sociaux de la communauté générale qui traitent des questions de logement à travers les services sociaux Le Programme d'intervention socio-professionnelle avec les familles à haut risque comprend, si nécessaire, un service de conseil pour les procédures légales ayant trait aux revenus dus, aux exécutions hypothécaires et aux crimes d'usurpation Service d'intervention socio-éducative pour l'accompagnement de personnes dans l'intégration d'un logement dans le quartier Marconi et autres zones du district de Villaverde par la Fondation Raices 	<ul style="list-style-type: none"> Le Forum de Madrid pour le dialogue et la coexistence agit comme un interlocuteur vis-à-vis du Conseil de la ville, faisant des propositions au conseil municipal dans les domaines concernés La plateforme tous égaux, tous citoyens formée de plus de 40 organisations, demandant la suppression de tous les obstacles légaux empêchant l'accès au suffrage passif et actif des immigrants et ne pas limiter ce droit à certains accords de réciprocité entre les pays
Accès des migrants	L'accès au système général d'éducation pour les immigrants dans la Ville de Madrid est gratuit et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, quel que soit leur statut de résidence et tous les mineurs sont censés participer aux services de l'éducation, et sont soutenus dans ce sens	L'accès à ces services est ouvert aux migrants résidant légalement sous les mêmes conditions que celles applicables aux citoyens espagnols	L'inscription municipale (empadronamiento) joue un rôle clé pour l'accès des migrants aux services destinés à la population dans son ensemble ou à ceux conçus spécialement pour la communauté migrante tels que la carte d'identité des étrangers, le permis de travail, les soins de santé et autres	Les programmes de soutien légal et leur suivi incluent les bénéficiaires étrangers quel que soit leur statut de résidence ou leur situation légale	L'accès à ces services est ouvert aux migrants résidant légalement sous les mêmes conditions que celles applicables aux citoyens espagnols mais aucun programme spécifique n'existe pour eux. Le suivi inclut les bénéficiaires étrangers.	Certains ressortissants étrangers ont le droit de vote aux élections locales : ressortissants de l'UE et ressortissants de pays ayant signé des accords bilatéraux (Bolivie, Cap-Vert, Chili, Colombie, Corée, Équateur, Islande, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pérou et Trinité-et-Tobago)
Commentaires	En termes d'éducation, la Ville de Madrid ne peut que collaborer avec les autorités (Communauté autonome de Madrid) dans le cadre du soutien financier aux familles vulnérables (prêts et bourses aux livres, cours de soutien subventionnés)	Les travailleurs étrangers non-européens qui veulent s'inscrire comme travailleurs indépendants doivent avoir plus de 16 ans et satisfaire certaines conditions (permis temporaire de travail et de résidence). Cependant, les ONG soulignent les obstacles concernant l'accès à ces documents.	L'accès au système général de santé espagnol a été sujet à des changements très pertinents depuis 2012. En 2015, la ville a compensé une lacune dans l'assistance médicale pour tous les migrants en allant au-delà des provisions nationales et en offrant aux migrants en situation irrégulière un accès allant plus loin que les centres de santé d'urgence	Selon les ONG, en 2015 les signalements d'actes racistes dans la ville ont souvent impliqué les services de sécurité publics et privés. Ce racisme dit institutionnel est un des sujets de préoccupation à Madrid, du aux cas de profilage racial et aux traitements dégradants et discriminants au Centre Aluche pour l'internement des étrangers (CIE)	À Madrid, les logements locatifs continuent à être rares et chers, conduisant à une exclusion résidentielle. La situation économique des immigrants à leur arrivée, percevant de faibles salaires et le coût élevé des locations, complique l'accès à un logement décent et contribue à la sous-location dans les premières années du séjour	

Centre International pour le Développement de Politiques Migratoires (ICMPD), Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains (ONU-Habitat).

www.icmpd.org/MC2CM

Tous droits réservés. Aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, copié ou transmis sous quelque forme ni par quelque procédé que ce soit, électronique ou mécanique, ce qui inclut la photocopie, l'enregistrement et tout stockage d'informations ou système de récupération, sans la permission des détenteurs des droits d'auteur.

Cette publication a été réalisée avec l'aide de l'Union Européenne (UE) et de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC). Le contenu de cette publication est la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être compris comme reflétant les vues de l'UE ou de la DDC.



Co-financé par l'Union Européenne



Co-financé par



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Mis en œuvre par

